

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GASCOGNE BOIS SAS

route de Cap de Pin
40210 Escource

Références : -

Code AIOT : 0005201643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement GASCOGNE BOIS SAS implanté Route de Naboude 40170 Lévignacq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GASCOGNE BOIS SAS
- Route de Naboude 40170 Lévignacq
- Code AIOT : 0005201643
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GASCOGNE BOIS SAS, implantée à Lévignacq, emploie 35 personnes et est spécialisée dans la fabrication de carrelots et de panneaux lamellés-collés.

Le site met en œuvre des opérations de travail du bois (découpe, aboutage, rabotage, collage, ponçage), complétées par des activités de traitement biocide du bois par trempage et autoclave (classes 3 et 4).

L'établissement produit notamment des carrelots, des éléments de menuiserie haut de gamme, des tablettes funéraires, des tasseaux de literie et des bois traités.

Implanté en zone forestière au sud du bourg, le site présente un environnement peu urbanisé, avec quelques habitations situées au nord-ouest.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/10/1993, article 6.7	Demande d'action corrective	4 mois
4	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 07/07/2023, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/10/1993, article 6.2	Sans objet
3	Entretien et vérification	Arrêté Préfectoral du 27/10/1993, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site GASCOGNE BOIS SAS de Lévigacq, réalisée le 25/03/2026, a porté sur la maîtrise du risque incendie, en particulier les installations électriques, les moyens de défense incendie et les obligations de débroussaillage.

Il ressort de cette inspection que le contrôle annuel des installations électriques réalisé en 2025 a mis en évidence trois non-conformités relatives à la protection contre les surintensités. Leur traitement est programmé lors de l'arrêt technique d'août 2026. Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de transmettre un compte rendu des travaux réalisés permettant la levée de ces non-conformités.

Les moyens de défense incendie apparaissent globalement conformes et opérationnels au regard des éléments présentés.

En revanche, un défaut d'entretien des abords de l'installation a été constaté. Il est demandé à l'exploitant de procéder aux opérations de débroussaillage dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/1993, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques devront être réalisées selon les règles de l'art. Elles seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait procéder, le 04 juillet 2025, au contrôle annuel des installations électriques du site. Ce contrôle a mis en évidence une inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités, ayant conduit à l'identification de trois non-conformités.</p> <p>L'exploitant indique prévoir la levée de ces non-conformités lors de l'arrêt technique annuel programmé en août 2026, certaines interventions nécessitant une coupure électrique complète du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant transmette à l'inspection, dans un délai de 4 mois, un compte rendu des travaux réalisés permettant la levée de l'ensemble des non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/1993, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement sera pourvu des moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques.</p> <p>La défense extérieure déterminée par les Services Départementaux d'Incendie et de Secours sera assurée par 2 hydrants de 100 mm conformes à la norme NF S 61.213 débitant individuellement 17l/s pendant 2 heures sous une pression de 1 bar. Ces deux hydrants seront utilisables en simultané sous leur débit nominal de 17 l/s pendant 2 heures et seront implantés à 100 mètres maximum du risque le plus éloigné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle annuel des poteaux incendie, réalisé le 9 janvier 2026, atteste du bon fonctionnement des équipements, notamment en termes de débit.</p> <p>Par ailleurs, la défense extérieure contre l'incendie est complétée par la présence d'une bâche incendie d'un volume de 500 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien et vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/1993, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de protection incendie
Prescription contrôlée : Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours devront être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Les résultats de ces vérifications seront portés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a fait procéder, le 24 août 2025, au contrôle de vérification des moyens de protection incendie. Le rapport de contrôle mentionne la présence de 11 RIA et 103 extincteurs, ainsi que la constatation de 8 extincteurs dégradés et la nécessité de remplacer les diffuseurs de 2 RIA. L'exploitant indique qu'un processus de maintenance est en place, reposant sur une prise en charge immédiate des équipements défectueux ou, le cas échéant, leur remplacement programmé après chiffrage. L'exploitant précise que les non-conformités ont rapidement été traitées dans ce cadre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Obligations légales de débroussaillage – généraliste
Prescription contrôlée : Au sein des espaces exposés et sous réserve des dispositions prévues par arrêté préfectoral en application du code forestier (article L. 133-1), le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires (article L. 134-6 du Code forestier) : a) autour des constructions Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 m (pouvant être porté jusqu' à 100 mètres par arrêté municipal) ainsi qu' aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les abords de l'installation n'ont pas encore fait l'objet d'un entretien de débroussaillage au titre de l'année en cours. L'exploitant indique qu'une opération de débroussaillage des abords des installations est prévue avant la période estivale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 2 mois à compter de la communication du présent rapport, il convient que l'exploitant procède aux opérations de débroussaillage conformément aux exigences de l'article 8 de la partie 2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois